

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 6-10 novembre 2006

PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

*Pour approbation selon
une procédure
d'approbation tacite*



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2006/8/1

24 juillet 2006

ORIGINAL: ANGLAIS

PROGRAMME DE PAYS — BANGLADESH 10410.0 (2007–2010)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation selon une procédure d'approbation tacite.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB: M. A. Banbury tél.: 066513-2505

Attachée de liaison principale, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

RESUME

Le programme de pays du Bangladesh (2007–2010) a été élaboré conformément aux recommandations du Conseil et dans la logique du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2006–2010) et de la stratégie de réduction de la pauvreté (2005) du Gouvernement du Bangladesh. Il appuie les stratégies du pays visant à réduire la pauvreté, à améliorer la nutrition et à atténuer la vulnérabilité aux chocs répétés. Les orientations de ce programme de pays se fondent sur l'expérience et les enseignements tirés du programme de pays précédent (programme de pays 10059) (WFP/EB.3/2000/7) que le Conseil avait approuvé en septembre 2000 pour une durée de cinq ans de 2001 à 2005, puis prolongé jusqu'en 2006.

Le Bangladesh représente l'une des économies les plus prometteuses du continent asiatique et ses indicateurs de développement humain ont considérablement progressé au cours de la dernière décennie. Le Rapport sur le développement humain de 2005 du Programme des Nations Unies pour le développement le classe au 139^{ème} rang sur 177 pays. À la suite des réformes politiques et des investissements, la pauvreté — définie comme le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté estimé à 1 dollar É.-U. par jour — est tombée de 50 à 36 pour cent entre 1990 et 2003. Pendant la même période, la proportion de personnes sous-alimentées est tombée de 35 à 30 pour cent et la mortalité infantile et maternelle a baissé. Près de 50 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale.

Le pays rencontre de grandes difficultés pour soutenir et exploiter ses acquis, en vue de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement.

Le Bangladesh est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, qui importe en moyenne 2 millions de tonnes de céréales pour l'alimentation humaine par an depuis 1990–1991. Il se place au troisième rang, derrière l'Inde et la Chine, parmi les pays les plus touchés par la faim. Selon les estimations, 28 millions d'individus extrêmement pauvres consomment moins de 1 805 kilocalories par jour et risquent de perdre leurs moyens de subsistance voire leur vie, à cause des catastrophes naturelles répétées. Le phénomène est accentué par l'inégalité croissante dans la répartition des revenus et la prévalence élevée de la malnutrition chez les femmes et les enfants.

D'après la stratégie de réduction de la pauvreté, la lutte contre la pauvreté au Bangladesh doit s'articuler autour du renforcement de la sécurité alimentaire, de la diminution de la malnutrition, de l'atténuation des disparités de revenus et d'éducation, de la réduction des disparités entre hommes et femmes et du renforcement de la protection contre les chocs. Compte tenu de ces priorités, le programme de pays a pour objet d'aider le Gouvernement du Bangladesh à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement en renforçant la sécurité alimentaire des ménages les plus démunis, leur bien-être nutritionnel et leurs moyens de subsistance. Il concerne quatre priorités de la politique du PAM visant à favoriser le développement et quatre de ses objectifs stratégiques en visant les résultats suivants:

- i) améliorer la consommation alimentaire et les moyens de subsistance des ménages extrêmement pauvres (objectif stratégique 2);

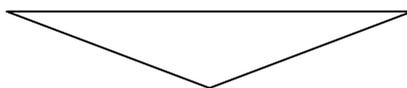


- ii) renforcer la résistance aux chocs des populations extrêmement pauvres vivant dans les zones exposées à de nombreux risques répétés (objectif stratégique 2);
- iii) améliorer la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents (objectif stratégique 3);
- iv) renforcer les inscriptions et la fréquentation dans les classes maternelles et primaires, réduire le taux d'abandons et améliorer l'enseignement dans les écoles primaires (objectif stratégique 4); et
- v) renforcer la capacité de gestion des programmes alimentaires du Gouvernement et des partenaires (objectif stratégique 5).

Conformément au Règlement général et aux politiques du PAM en matière d'affectation des ressources pour le développement, le budget présenté pour examen a été plafonné à 101,6 millions de dollars pour répondre aux besoins de 2 356 200 bénéficiaires pendant quatre ans.

Le budget, qui se fonde sur les contributions ordinaires annoncées et prévues, ne couvre que 33 pour cent des besoins auxquels pourrait répondre la capacité opérationnelle du PAM dans le cadre de sa contribution au plan national. Le PAM sollicitera donc des contributions d'autres sources à hauteur de 207,6 millions de dollars sur quatre ans, afin de répondre aux besoins de 5,4 millions de bénéficiaires supplémentaires en s'appuyant sur le développement en faveur des groupes vulnérables, la nutrition communautaire, les vivres au profit de l'éducation, les vivres visant à renforcer la résistance, l'alimentation scolaire et les initiatives au profit des orphelins et des enfants vulnérables.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve, selon une procédure d'approbation tacite, le programme de pays Bangladesh 10410.0 (2007–2010) (WFP/EB.2/2006/8/1) dont les ressources alimentaires ordinaires de développement s'élèvent à 263 650 tonnes de produits pour un coût de 101,6 millions de dollars, couvrant la totalité des coûts opérationnels directs de base. Le Conseil autorise le PAM à obtenir des contributions supplémentaires d'autres sources à hauteur de 207,6 millions de dollars sur quatre ans pour répondre aux besoins de 5,4 millions de bénéficiaires.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. Le Bangladesh est un pays à forte densité de population qui compte 140 millions d'habitants¹. Le Rapport mondial sur le développement humain de 2005 du Programme des Nations Unies (PNUD) le classe au 139ème rang sur 177 pays et le place ainsi parmi les pays à développement humain moyen. Grâce à des réformes politiques et des investissements, le produit intérieur brut a enregistré une croissance annuelle de 3,1 pour cent et la pauvreté est tombée de 50 à 36 pour cent de la population totale entre 1990 et 2003².
2. Le Bangladesh rencontre de grandes difficultés pour préserver ses acquis et les exploiter en vue de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). La croissance macroéconomique et l'augmentation de la productivité agricole ne suffisent pas à résoudre les problèmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition. La répartition inégale des revenus se creuse, le coefficient de Gini s'est établi à 0,259 en 1991–1992³ et à 0,32 en 2000⁴ et d'insuffisance pondérale et les taux de retard de croissance des enfants de moins de 5 ans restent parmi les plus élevés du monde. Malgré d'indéniables progrès vers l'égalité des sexes, il reste beaucoup à faire, notamment en matière d'autonomisation sociale et économique.

DOMAINES DE PREOCCUPATION

Sécurité alimentaire

3. Le statut inférieur et marginalisé des femmes dans la société a un impact négatif sur le bien-être de l'ensemble de la population. Il se traduit par un sous-investissement dans le capital humain, qui se répercute sur la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire. D'autres facteurs sont liés à l'insécurité alimentaire au Bangladesh:
 - la dynamique d'une population croissante qui est tributaire de ressources naturelles fragiles et limitées;
 - les catastrophes naturelles à répétition, notamment les inondations;
 - le sous-emploi et le chômage, qui entraînent la baisse du pouvoir d'achat et restreignent l'accès à la nourriture; et
 - des infrastructures publiques sous-développées et des marchés inefficaces.
4. L'insécurité alimentaire touche l'ensemble du pays à des degrés divers, mais elle sévit particulièrement dans le nord-ouest, le nord, le sud-est et dans certaines régions côtières méridionales. Les populations les plus démunies consacrent plus de 75 pour cent de leurs revenus à l'alimentation.

¹ Enquête démographique et sanitaire sur le Bangladesh, 2004.

² Ibid.

³ Banque mondiale/Banque asiatique de développement. 2003. *Poverty in Bangladesh. Building on Progress*, p. 7. Washington.

⁴ PNUD, Rapport sur le développement humain de 2005.



5. Ces dernières années, le Bangladesh a considérablement augmenté sa production agricole. La production de céréales, principalement du riz, est passée de quelque 11 millions de tonnes dans les années 70 à 23,6 millions de tonnes pour la campagne commerciale 2003–2004. Toutefois, la production de blé et d'autres produits non céréaliers ne satisfait pas la demande nationale. Depuis 1990–1991, le Bangladesh importe en moyenne 2 millions de tonnes de céréales pour l'alimentation humaine par an pour combler ce déficit⁵.
6. La production locale constitue la première source d'aliments de base, mais les importations commerciales qui étaient négligeables avant 1990 fournissent aujourd'hui près de 10 pour cent des céréales disponibles. La part de l'aide alimentaire dans l'approvisionnement national en céréales a baissé, passant de 20 pour cent environ en 1974 à moins de 5 pour cent ces dernières années.
7. Le pays subissant fréquemment des catastrophes, le Gouvernement travaille à renforcer sa capacité à pallier des pénuries alimentaires à grande échelle. Dans le cadre du système public de distribution alimentaire, le Bangladesh a constitué une réserve alimentaire nationale considérable. Cette réserve a une capacité de l'ordre de 800 000 tonnes de céréales, dont plus de 450 000 tonnes sont conservées à des fins de sécurité alimentaire. Les installations de stockage du système public de distribution comptent cinq silos, 13 dépôts centraux et 600 dépôts locaux.

Conditions de vie et moyens de subsistance

8. La pauvreté a reculé au Bangladesh pendant la dernière décennie; le pays se classe néanmoins juste après l'Inde et la Chine au troisième rang des pays comptant le plus grand nombre d'habitants sous-alimentés du monde⁶. Soixante-trois millions d'individus vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 2 122 kilocalories par personne et par jour); 28 millions d'entre eux consomment moins de 1 805 kilocalories par jour⁷. Sur 76 pour cent de la population vivant en zone rurale⁸, 37 pour cent sont considérés comme extrêmement pauvres, contre 19 pour cent en milieu urbain. Les femmes sont particulièrement vulnérables en raison de leur accès limité à l'éducation, aux opportunités de gagner un revenu et aux services sociaux, facteurs qui aggravent l'indigence, la malnutrition et la morbidité chez les femmes et les enfants.
9. Les moyens de subsistance des ménages les plus pauvres reposent sur diverses activités rémunératrices et les réseaux d'aide sociale. Les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire sont ceux qui manquent d'actifs productifs et/ou de revenus réguliers provenant d'un travail salarié quotidien. Les journaliers agricoles sans terre, les pêcheurs occasionnels et les mendiants font partie de cette catégorie.
10. D'autres ménages vulnérables vivent dans les zones sujettes aux catastrophes qui sont souvent inaccessibles ou impropres à la culture. Par exemple, la région septentrionale des Chars abrite des groupes nombreux de ménages extrêmement pauvres, dont les moyens de subsistance précaires sont compromis par un écosystème fragile. La région se distingue par

⁵ Le chiffre des importations est la moyenne des chiffres d'importation annuelle fournis par l'unité de planification et de suivi du Ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes.

⁶ Bureau des statistiques du Bangladesh (BBS). 2000. *Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages* (HIES). Dhaka.

⁷ Estimation basée sur 19,98 pour cent de 140 millions de personnes (BDHS, 2004) consommant moins de 1 805 kilocalories par jour (HIES-2000, BBS).

⁸ Rapport sur le développement humain de 2005 du PNUD.



ses taux d'érosion élevés et ses inondations. La productivité agricole est faible, en partie du fait de sols sablonneux qui sont souvent impropres à la culture. Les infrastructures et l'accès aux services sont limités et de nombreuses zones de la région sont très isolées. Certains ménages mettent des heures ou des jours à atteindre les services sanitaires et médicaux. La plupart des habitants des Chars sont quasiment sans terre: ils travaillent comme métayers pour des propriétaires absenteïstes à qui ils versent environ la moitié de leur revenu. Ils ne consomment que deux repas par jour. Pendant la saison de soudure d'octobre–novembre, beaucoup ne peuvent se permettre qu'un repas de riz et de poivrons verts par jour. Le chômage monte en flèche durant cette période, ce qui pousse une partie de la population à migrer vers Dhaka pour trouver du travail; quant à ceux qui ne quittent pas les Chars, ils restent souvent inactifs.

11. La région des Chittagong Hill Tracts comprend elle aussi des groupes nombreux de ménages extrêmement pauvres, tributaires de moyens de subsistance instables et précaires. Elle offre une grande diversité démographique, avec 12 groupes tribaux cohabitant avec une population non tribale. Après plus de deux décennies de conflit armé à caractère politique, un accord de paix a été signé en 1997 et est en cours d'application. La région continue donc de subir une insécurité et une instabilité chroniques, et un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays sont en quête de réinstallation. L'accès aux terres cultivables est un problème majeur dans la région, car le territoire se compose en grande partie de réserves forestières. Les problèmes de colonisation rurale, notamment ceux concernant les réfugiés de retour au pays, sont toujours sans solution malgré la signature de l'accord de paix. Les problèmes de culture sont particulièrement critiques dans les zones les plus reculées et les plus montagneuses où vivent de nombreux petits groupes ethniques qui pratiquent traditionnellement la culture itinérante. Malgré la grande diversité des cultures, les rendements sont faibles. La saison de soudure est plus longue que dans le reste du pays (de mai à septembre) et entraîne de graves pénuries alimentaires. La plupart des produits alimentaires récoltés sont destinés à la consommation familiale; seule une partie se vend sur le marché pour obtenir de l'argent. Les agriculteurs acheminent difficilement leurs produits jusqu'au marché, en raison de l'état des routes, d'un système de transport limité et des fortes pentes. Les producteurs sont souvent contraints de vendre leurs produits à des intermédiaires, à des conditions défavorables. Les marchés sont généralement peu organisés. L'environnement fragile et les infrastructures médiocres découragent les investisseurs privés. Durant la saison de soudure, une partie de la main-d'œuvre se déplace vers la ville de Chittagong, mais la plupart des habitants entretiennent le jardin familial, coupent du bois dans les forêts avoisinantes ou restent inactifs. Le chômage est un problème majeur qui persiste tout au long de l'année.

Nutrition et santé

12. Le Bangladesh a progressé au plan de la nutrition dans les années 90, mais l'évolution est trop lente pour atteindre les OMD. Près de la moitié des enfants de moins de 5 ans présentent une insuffisance pondérale⁹ et quelque 50 pour cent des femmes non enceintes souffrent de malnutrition. Les apports alimentaires des enfants et des adultes présentent de graves carences en vitamines et en minéraux, notamment en fer, en vitamine A et en zinc.

⁹ Helen Keller Worldwide. 2003. *Health and Nutritional Surveillance for Development*, p. 155. Dhaka.



13. Bien que la carence en vitamine A et l'héméralopie aient fortement diminué parmi les enfants et les femmes enceintes, la prévalence de l'anémie ferriprive reste élevée; 67 pour cent des enfants d'âge préscolaire, 51 pour cent des femmes enceintes et 34 pour cent des femmes non enceintes¹⁰ souffrent d'anémie en raison d'un régime alimentaire limité.
14. La malnutrition maternelle reste préoccupante au Bangladesh: un tiers des nouveau-nés présentent une insuffisance pondérale à la naissance¹¹, car la plupart des femmes et des adolescentes souffrent de malnutrition.

Exposition aux catastrophes naturelles

15. Les inondations sont fréquentes au Bangladesh et affectent les moyens de subsistance de 60 millions de personnes en 1998 et 36 millions de personnes en 2004. Les cyclones, les raz-de-marée et les sécheresses détruisent les récoltes, les stocks alimentaires et les actifs des plus démunis, réduisent les emplois ruraux et compromettent les acquis obtenus. Les populations extrêmement pauvres qui vivent dans des zones exposées aux inondations, à l'érosion des berges de cours d'eau, aux cyclones côtiers et aux raz-de-marée sont les plus touchées.
16. Le Gouvernement et ses partenaires ont énormément investi dans les moyens de préparation aux catastrophes, notamment dans des systèmes d'alerte rapide et dans un vaste réseau d'abris en cas d'inondation ou de cyclone. Au cours de ces dernières années, la préparation aux crises et les systèmes de secours d'urgence ont été renforcés.

Privations en matière d'éducation

17. Les progrès du Bangladesh en matière de scolarisation dans le cycle du primaire ont nettement relevé l'indicateur de développement humain du pays, mais un enfant sur sept n'est toujours pas scolarisé. Le taux de fréquentation reste peu satisfaisant: moins de 60 pour cent des enfants se rendent régulièrement à l'école¹². Le taux d'abandons au cours des cinq années du cycle primaire s'élève à 33 pour cent¹³. Seuls 28 pour cent des enfants acquièrent des compétences de base en lecture, écriture, calcul et une autonomie fonctionnelle¹⁴. Les difficultés économiques obligent les parents à garder les enfants à la maison pour effectuer des travaux domestiques ou rémunérés. La pénurie d'enseignants et de matériel scolaire ne fait qu'accentuer le phénomène. Les enfants issus de familles pauvres et ceux vivant dans les régions reculées sont les principales victimes des faiblesses de l'enseignement. Pour réaliser l'enseignement primaire universel (OMD 2), le Bangladesh doit parvenir d'ici 2015 à scolariser tous les enfants d'âge scolaire et à mettre un terme aux abandons d'études.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ministère de la santé et de la protection de la famille. 1998. *Mid-Term Evaluation 1998 of the Bangladesh Integrated Nutrition Project* (Évaluation à mi-parcours du projet intégré de nutrition du Bangladesh [1998], p. 38; Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Organisation mondiale de la santé (UNICEF/OMS). 2004. *Low Birthweight – Country, Regional and Global Estimates* (Insuffisance pondérale à la naissance – Estimations nationales, régionales et globales). Dhaka.

¹² Nations Unies. 2005. Bilan commun de pays (BCP), Bangladesh, p. 40. Dhaka.

¹³ Bureau du Bangladesh des informations et des statistiques sur l'enseignement, 2002.

¹⁴ BCP, Bangladesh, p. 40.



Stratégies et priorités du Gouvernement

18. La stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) vise à diminuer de moitié le nombre de pauvres d'ici 2015 et à améliorer sensiblement le développement humain sous toutes ses formes. Elle s'appuie sur les résultats déjà obtenus, veille à consolider les progrès accomplis dans différents domaines, s'emploie à résoudre les difficultés de mise en œuvre, et fixe de nombreux critères de ciblage et repères afin d'axer les actions de réduction de la pauvreté sur les résultats. Fondée sur les trois axes de la croissance, du développement humain et de la gouvernance, cette stratégie vise à améliorer i) la création d'emplois; ii) la nutrition; iii) la santé des mères; iv) la qualité de l'enseignement; v) l'assainissement et l'approvisionnement en eau saine; vi) le système de justice pénale; vii) l'administration locale; et viii) le suivi des résultats.
19. Ces priorités de la SRP seront mises en œuvre i) en assurant un environnement macroéconomique favorable; ii) en affermissant le processus de croissance au bénéfice des pauvres, notamment dans les secteurs rural, agricole et informel; iii) en protégeant les pauvres, notamment les femmes, des baisses prévues et imprévues des revenus et de la consommation, par le biais d'actions ciblées et autres; iv) en favorisant le développement humain des pauvres afin de renforcer leur potentiel grâce à l'éducation, la santé, l'assainissement et l'eau potable, la nutrition et les actions sociales; v) en encourageant la participation des pauvres, notamment celle des femmes et des autres groupes défavorisés; vi) en promouvant une bonne gouvernance fondée sur une capacité de mise en œuvre supérieure; vii) en améliorant la prestation des services essentiels; et viii) en sauvegardant l'environnement.
20. La stratégie de réduction de la pauvreté fait mention des interventions soutenues par le PAM — développement en faveur des groupes vulnérables (DGV), programme d'entretien des routes rurales et vivres pour l'éducation (VPE) — considérées comme un réseau de protection efficace dans les régions exposées à l'insécurité alimentaire.

COOPERATION ANTERIEURE ET ENSEIGNEMENTS TIRES

21. Depuis les années 70, le PAM a réorienté son aide alimentaire pour passer des secours d'urgence au développement. Au fil des ans, le PAM, le Gouvernement et leurs partenaires ont lancé des programmes d'aide alimentaire novateurs, qui ont permis à des milliers de femmes extrêmement pauvres d'acquérir des compétences, d'obtenir des microcrédits et de se procurer des revenus. Pour remédier aux carences en micronutriments, de nouveaux produits alimentaires, tels que la farine de blé et les biscuits enrichis, ont été introduits dans les distributions. Le PAM exécute aussi actuellement une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) de deux ans en faveur de 22 000 réfugiés venant du Myanmar.
22. Des enseignements importants pour améliorer le système public de distributions alimentaires ont pu être tirés d'une étude sur les pertes¹⁵ réalisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), dont les recommandations sont appliquées en partenariat avec le Gouvernement. Un comité technique composé de sept ministères et du PAM a été mis en place pour élaborer un plan d'action et surveiller l'application de ces recommandations. Des mesures telles que le conditionnement de la

¹⁵ L'étude de 2003 a signalé une série de facteurs qui contribuent aux détournements de l'aide alimentaire dans la filière d'acheminement et de distribution. Les détournements liés au programme de DGV soutenu par le PAM ont atteint en moyenne 13,6 pour cent (1,6 pour cent de pertes dans les ports, 1,0 pour cent dans les dépôts locaux et 8,0 pour cent durant le transfert entre les dépôts locaux et les bénéficiaires).

farine de blé en paquets de 15 à 25 kilogrammes ont réduit les pertes et augmenté la vigilance concernant les rations distribuées. Les principales recommandations de l'audit de 2004 du bureau de pays du Bangladesh ont été suivies intégralement. La politique de recouvrement intégral des coûts sera appliquée pour toutes les contributions.

23. En conclusion, l'évaluation de 2004 de la politique visant à favoriser le développement considérait l'aide alimentaire comme un véritable catalyseur pour le développement socioéconomique du Bangladesh. Elle constatait que les programmes du PAM au Bangladesh s'alignaient sur les principes visant à favoriser le développement et correspondaient aux stratégies nationales et aux programmes de participation à la réalisation des OMD¹⁶. Une évaluation conduite en 2003 par l'IFPRI concluait que le programme d'alimentation scolaire avait des répercussions positives sur la scolarisation, la fréquentation et les taux d'abandons, et sur la nutrition des enfants.
24. Certaines faiblesses ont été observées au niveau de la mise en œuvre. Pour y remédier, il faudra renforcer le ciblage géographique et harmoniser les critères de ciblage et les rations des différentes activités. Auparavant, les programmes n'intégraient aucune activité de gestion des catastrophes; des modules de formation destinés à préparer les communautés aux catastrophes seront intégrés dans toutes les activités du programme de pays. Il n'a pas été possible de tenir les engagements d'activités en raison des ressources incertaines. Le présent programme de pays fournira un cadre d'activités pour répondre à ces préoccupations.

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS 2007–2010

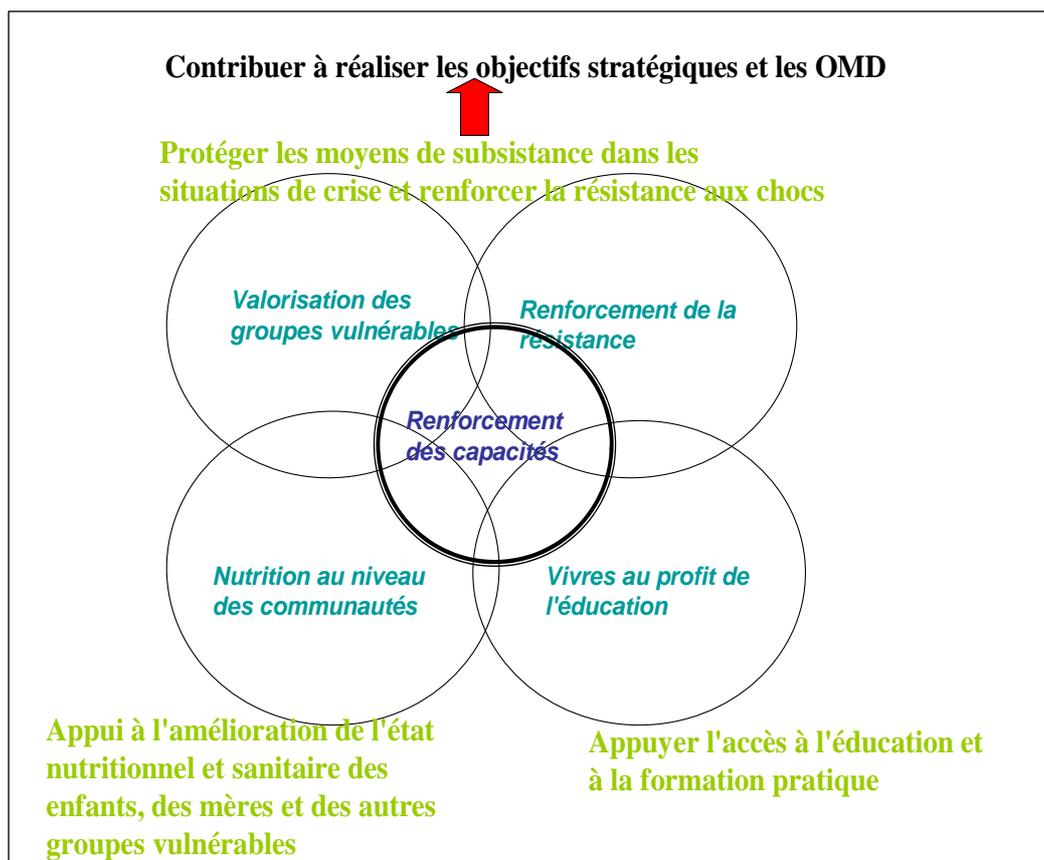
25. Pour atteindre les OMD, la SRP du Gouvernement doit associer diverses mesures et politiques, notamment la diversification des revenus, les investissements agricoles et non agricoles, l'accès au crédit, la préparation aux catastrophes et le développement humain.
26. Le but du présent programme de pays consiste à aider le Gouvernement à atteindre les OMD en renforçant la sécurité alimentaire des ménages les plus démunis, leur bien-être nutritionnel et leurs moyens de subsistance. Le programme de pays cadrera avec quatre domaines de la politique du PAM visant à favoriser le développement, quatre objectifs stratégiques (OS) du PAM et les Engagements renforcés en faveur des femmes (2003–2007). Ses activités contribueront à améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants, en s'appuyant sur la consommation alimentaire, l'éducation, le renforcement des compétences, la diversification des moyens de subsistance et l'atténuation des risques. La réalisation globale de ces objectifs exigera des interventions à assise alimentaire et le renforcement des capacités du Gouvernement.
27. Le programme de pays mettra l'accent sur cinq domaines:
 - améliorer la consommation alimentaire et les moyens de subsistance des ménages les plus démunis (OS 2);
 - renforcer la résistance aux catastrophes naturelles (OS 2);
 - améliorer la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents (OS 3);

¹⁶ Évaluation de l'aide alimentaire et du développement, 2004, Résumé, par. 10.



- améliorer la scolarisation, la fréquentation et la capacité d'apprentissage, et réduire les abandons dans les classes maternelles et primaires (OS 4); et
 - renforcer les capacités locales et nationales de gestion des programmes alimentaires (OS 5).
28. La figure 1 présente l'interaction de ces éléments pour renforcer les effets du programme sur les ménages extrêmement pauvres ciblés et les initiatives nationales de réduction de la faim.

Figure 1: structure du programme de pays



29. La stratégie de ce programme de pays du PAM vise à obtenir des résultats durables en matière de santé, de nutrition, d'éducation et de moyens de subsistance stables dans le cadre de programmes intégrés et bien ciblés, en privilégiant le renforcement des capacités.
30. Trois grands principes guideront les activités du nouveau programme de pays :
- i) une concentration géographique plus forte des programmes complémentaires pour renforcer leur impact sur les zones les plus défavorisées;
 - ii) des programmes intégrés conçus pour instaurer une synergie et mener des interventions complémentaires dans les mêmes zones; et
 - iii) la promotion de la concertation et du renforcement des capacités aux plans local et national.

Une approche intégrée

31. Des activités sectorielles isolées ne suffisent pas à combattre la faim et à faire sortir les ménages de la pauvreté. Dans les régions les plus pauvres, où le développement général progresse lentement et où les chocs continuent de freiner le progrès, une convergence des intrants et des services s'impose pour susciter des synergies. Cette approche stratégique est reconnue par le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et implique: i) des ensembles intégrés d'interventions nutritionnelles à assise communautaire effectuées parallèlement à d'autres interventions pour renforcer la sécurité alimentaire; ii) des stratégies fondées sur l'alimentation pour traiter les carences en micronutriments et la diversification des aliments; et iii) la mobilisation des communautés et leur sensibilisation aux pratiques de santé et de nutrition¹⁷.
32. Pour fixer les priorités en termes d'activités et de ressources dans les zones les plus démunies, on a effectué une analyse et une cartographie de la vulnérabilité (ACV) en appliquant une variante de la technique d'évaluation des petites régions¹⁸. On a ainsi obtenu des estimations de la proportion de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté inférieur, à l'échelle des upazilas (sous-districts). Ce seuil inférieur de pauvreté correspond à une consommation de calories d'origine alimentaire de moins de 1 805 kilocalories par personne et par jour.
33. L'analyse des données a fait apparaître les six zones géographiques suivantes qui comptent bon nombre d'upazilas souffrant d'une grave insécurité alimentaire:
- **le nord-ouest**, qui se caractérise par des catastrophes naturelles fréquentes et des déplacements importants des chefs de famille à l'intérieur du pays. Districts prioritaires: Thakurgaon, Nilphamari, Lalmo nirhat, Dinajpur, Rangpur et Jaipurhat.
 - **Les Chars du centre-nord**, terres marginales instables près des fleuves de Brahmaputra et Jamuna. La plupart des ménages pauvres sont pratiquement sans terre et les actifs travaillent souvent en métayage pour des propriétaires absents. La région est sujette aux inondations. Districts prioritaires: Kurigram, Gaibandha, Jamalpur, Sirajganj et Pabna.
 - **La zone sèche**, au nord du fleuve Padma. Districts prioritaires: Nawabganj, Rajshahi, Naogaon et Natore.
 - **Le bassin du Haor**, qui est régulièrement inondé. La population est dispersée, et vit sur des parcelles surélevées entourées de champs gorgés d'eau et en pratiquant le métayage. Districts prioritaires: Sherpur, Mymensingh, Netrakona et Kishorganj.
 - **La zone côtière**, qui comprend des îles et des *chars* (îles créées par l'érosion ou l'envasement des cours d'eau), où la terre est emportée par les marées et les inondations. District prioritaire: Bhola.

¹⁷ PNUAD, 2005, pp. 21-22.

¹⁸ Gouvernement du Bangladesh, BBS et PAM. 2004. *Local Estimation of Poverty and Malnutrition in Bangladesh* (Estimation locale de la pauvreté et de la malnutrition au Bangladesh). Dhaka. La technique d'évaluation des petites régions a été mise au point par la Banque mondiale, puis utilisée pour cibler l'aide au développement dans de nombreux pays comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Cambodge et la Thaïlande.



- **La région des Chittagong Hill Tracts**, toujours instable et vulnérable malgré l'accord de paix de 1997 qui a mis fin à plus de vingt années de conflit entre les 12 groupes ethniques et le Gouvernement. La région accueille nombre de personnes déplacées; un grand nombre d'autochtones vivent dans des régions très reculées et pratiquent la culture itinérante pour nourrir leur famille. Le PAM fournit une aide à la région depuis 1998 dans le cadre d'une opération spéciale financée par des dons bilatéraux qui sera désormais incluse dans le programme de pays ordinaire.
34. La première étape de l'identification des zones prioritaires consiste à délimiter ces zones géographiques. La carte figurant en annexe donne des renseignements plus détaillés à l'échelle des upazilas des zones prioritaires sur les groupes et districts identifiés. Une analyse plus approfondie servira de base au ciblage à l'échelle des communautés et des ménages.
 35. L'ordre de priorité des types d'activités sera fixé en fonction des besoins et des capacités des zones ciblées et des avantages comparatifs des partenaires. Le PAM coopérera avec le Gouvernement pour promouvoir son programme national de DGV dans les zones de haute priorité pour optimiser efficacité et efficacité.

Renforcement des capacités en vue d'une stratégie de retrait

36. La stratégie de retrait du programme de pays s'articule autour des points suivants: i) les progrès réalisés dans le renforcement des capacités techniques et institutionnelles du Gouvernement et de ses partenaires à gérer des programmes d'aide alimentaire; et ii) les changements du rôle du PAM dans le pays qui en découlent. Au bout de 30 ans d'aide alimentaire au Bangladesh, le Gouvernement, les donateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires demandent instamment l'appui du PAM pour renforcer leurs capacités techniques et institutionnelles de ciblage, de gestion et d'évaluation des résultats des programmes alimentaires. Le PAM poursuivra sa collaboration avec le Ministère de la condition féminine et de l'enfance en assurant des formations et en fournissant un appui technique afin de renforcer leurs capacités institutionnelles de gérer la composante Développement en faveur des groupes vulnérables du programme de pays.
37. La stratégie de réduction de la pauvreté de 2005 a relevé des faiblesses majeures dans les programmes de protection sociale du Bangladesh, notamment: i) le manque d'intégration et de coordination entre les programmes et les fournisseurs; ii) la couverture peu satisfaisante; et iii) une mauvaise perception de la dimension sexospécifique de la pauvreté et du profil socioéconomique des pauvres. Le PAM est membre du groupe de travail chargé d'élaborer une politique de protection sociale pour accroître l'efficacité et l'efficacité. Le Bangladesh bénéficiera d'une politique nationale de protection sociale qui réalisera un grand nombre d'acquis pour répondre aux exigences d'une économie en pleine transformation.
38. Compte tenu de l'amélioration de la production de riz dans le temps, du rôle grandissant du secteur privé pour compenser les déficits de production vivrière et du déclin de l'aide alimentaire multilatérale au Bangladesh, l'aide alimentaire ciblée prévue à moyen terme s'attachera à: i) briser la persistance de la malnutrition d'une génération à l'autre; ii) valoriser les ressources humaines; et iii) privilégier les stratégies axées sur les moyens de subsistance qui incorporent la prévention des risques et la gestion des catastrophes. Le renforcement des capacités locales de production d'aliments enrichis, d'ACV, de suivi et d'évaluation, de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de gestion axée sur les résultats (GAR) sera poursuivi.

Composante 1

⇒ *Améliorer la consommation alimentaire et les moyens de subsistance des femmes extrêmement pauvres*

Développement en faveur des groupes vulnérables

39. Le DGV est une approche intégrée conjuguant l'aide alimentaire et la formation. Il s'appuie sur l'expérience acquise via les activités DGV et d'autres activités du programme de pays pour identifier les femmes extrêmement pauvres, enfermées dans le cercle vicieux de la faim, et utilise des rations alimentaires pour leur permettre de participer aux activités de développement financées par le Gouvernement et les ONG.
40. Le DGV s'adresse aux femmes extrêmement pauvres des zones rurales et leur fournit des intrants complémentaires pour améliorer leur nutrition, leurs moyens de subsistance et renforcer leur autonomie. Sur 24 mois, le programme d'aide DGV inclura:
- des produits alimentaires (farine de blé enrichie ou riz) pour compenser les coûts d'opportunité induits par la participation aux programmes de formation et améliorer la nutrition;
 - un module de formation sur la santé et la nutrition, les droits civiques et juridiques, l'alphabétisation et le calcul, la sensibilisation au VIH et les mesures de prévention, le trafic d'enfants, la gestion d'un budget et les activités rémunératrices;
 - la souscription à des plans d'épargne individuels;
 - un microcrédit permettant de protéger les petites entreprises pour renforcer la sécurité des moyens de subsistance; et
 - le statut de membre d'ONG pour les femmes qui remboursent leurs emprunts.
41. La formation aux activités rémunératrices tiendra compte des besoins identifiés par les bénéficiaires en matière de compétences/production exploitables, afin d'aider réellement les femmes à élargir leurs possibilités de revenus. La formation portera également sur la culture de jardins familiaux afin de faciliter l'accès aux aliments nutritifs.
42. Des critères rigoureux seront appliqués pour assurer la sélection des femmes venant des ménages extrêmement pauvres et le processus de sélection fera l'objet d'un suivi rigoureux.
43. Les femmes seront organisées en groupes. Les ensembles de services de développement seront conçus et mis en oeuvre par les ONG. Le PAM collaborera avec le FIDA et les ONG qui accordent des prêts de microfinancement aux femmes extrêmement pauvres dans les zones ciblées par le programme de pays. Le PAM et le FIDA étudient actuellement la mise en place d'un partenariat au Bangladesh.

Composante 2

⇒ *Améliorer la nutrition et la santé des enfants, des mères et des adolescents vulnérables*

Nutrition communautaire



44. La SRP stipule que "les déficiences sanitaires et les déficiences nutritionnelles (notamment l'insécurité alimentaire) constituent les deux principales causes et conséquences de la pauvreté¹⁹". Fort de cette appréciation, le Gouvernement réorganise ses principales interventions nutritionnelles et place la nutrition au cœur de la SRP. À compter de 2006, les actions gouvernementales en matière de nutrition —actuellement mises en œuvre dans le cadre d'un programme national de nutrition— seront reformulées suivant le programme de santé, de nutrition et de services pour la population (HNPSP).
45. L'objectif du nouveau programme de pays est de résoudre le problème de la nutrition dans son ensemble, afin d'obtenir des effets durables sur les populations vulnérables au plan nutritionnel.
46. La composante Nutrition communautaire fournira des services aux enfants âgés de 6 à 24 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes et aux adolescentes. Elle mettra l'accent sur les éléments suivants:
- aliments mélangés, farine de blé enrichie et sel iodé;
 - éducation sur la nutrition, la santé et la vie pratique;
 - déparasitage;
 - comprimés de vitamine A, de fer et d'acide folique; et
 - vaccinations.
47. Le PAM participera à l'élaboration de la stratégie HNPSP et accompagnera la mise en place progressive des services nutritionnels du Gouvernement, en effectuant des interventions sur la nutrition dans les régions exposées à l'insécurité alimentaire qui ne sont pas couvertes par le programme national de nutrition, et non couvertes au départ par les activités HNPSP. Conformément au programme national de nutrition, la composante nutrition au niveau communautaire fournira une formation, une alimentation complémentaire, des compléments de micronutriments et des services aux adolescents. Des partenariats seront conclus avec les donateurs et les programmes gouvernementaux pour apporter une aide technique et financière aux activités des sous-programmes, par exemple l'apport de micronutriments de complément, le déparasitage, et les programmes de santé et d'assainissement. Des partenariats seront mis au point avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Helen Keller International. Les activités de nutrition au niveau communautaire seront progressivement interrompues et transférées lorsque les services du HNPSP seront définitivement en place. Une collaboration en faveur de la maternité sans risque pourrait être envisagée avec les organisations des Nations Unies dans les zones du pays concernées.
48. La formation portant sur la santé et la nutrition est essentielle pour aider les femmes à répondre aux besoins de leurs enfants. Par ailleurs, des formations portant sur les questions juridiques, le calcul de base et l'alphabétisation, ainsi que les activités rémunératrices, contribuent à développer la sensibilisation et à renforcer le respect de soi et l'autonomisation. L'enveloppe de formation doit être l'un des pivots de la composante Nutrition communautaire.

¹⁹ L'évaluation de l'aide alimentaire et du développement au Bangladesh a signalé qu'« étant donné l'ampleur de la malnutrition chez les enfants et ses incidences sur l'éducation et sur les moyens de subsistance des filles, l'alimentation est un facteur déterminant dans le développement de ce groupe cible. S'il est impératif de couvrir les besoins nutritionnels et connexes propres aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes, le programme de pays doit leur accorder une attention plus soutenue ».

49. Le Bangladesh a une prévalence du VIH/sida relativement faible²⁰, observée dans les groupes à risques comme les travailleurs sexuels, les migrants et les toxicomanes, qui ne vivent pas nécessairement dans les zones d'insécurité alimentaire. Le PAM placera le VIH/sida au cœur des interventions en s'appuyant sur des partenariats et en renforçant la sensibilisation et l'éducation dans tous ses programmes. Dans le prolongement du plan commun des Nations Unies en faveur d'une action nationale de lutte contre le VIH pour 2005–2010, le PAM soutiendra les activités en cours liées à l'éducation et à la communication.
50. Le PAM a joué un rôle de pionnier en mettant au point la farine de blé enrichie pour le programme de DGV; il ouvrira la voie à la production locale d'aliments nutritifs peu coûteux destinés aux enfants, en collaboration avec les partenaires et le secteur privé.
51. Le PAM, l'UNICEF et la Banque mondiale collaboreront pour lancer une initiative globale afin de répondre aux besoins nutritionnels des enfants du Bangladesh.

Composante 3

⇒ *Améliorer l'éducation et la nutrition des enfants d'âge scolaire*

Vivres au profit de l'éducation

52. Le Gouvernement est résolu à atteindre l'OMD sur l'éducation primaire universelle d'ici 2015. Le PNUAD le soutient en posant comme principe que tous les enfants, "y compris les plus démunis", doivent avoir accès à l'enseignement scolaire et extra-scolaire²¹.
53. Pour accroître la scolarisation et la fréquentation dans des établissements disposant d'infrastructures médiocres et de services limités, le Gouvernement, la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale, l'UNICEF et les autres partenaires lancent une réforme du secteur d'éducation primaire. Cette réforme met l'accent sur un enseignement de qualité basé sur une meilleure gouvernance, une réforme de l'administration et l'introduction d'indicateurs de résultats, un meilleur aménagement des salles de classe et des équipements scolaires, et l'adoption de mesures incitatives destinées à mobiliser les enseignants.
54. La composante VPE du programme de pays favorise ces initiatives, en fournissant une alimentation complémentaire pour promouvoir la scolarisation et l'assiduité, réduire le taux d'abandons et améliorer la capacité d'apprentissage, tout en renforçant l'apport en micronutriments. Dans les zones ciblées, des biscuits enrichis seront distribués quotidiennement aux enfants fréquentant les écoles primaires gérées par le Gouvernement et les ONG.
55. Une évaluation conduite par l'IFPRI en 2004²² sur le programme d'alimentation scolaire concluait que ce dernier avait des répercussions positives sur la scolarisation et la fréquentation, et qu'il réduisait le taux d'abandons; en outre, les biscuits enrichis constituaient un complément au régime alimentaire habituel des enfants et amélioraient leur état nutritionnel.

²⁰ NASP (*National AIDS Strategic Plan*), 1er décembre 2004

²¹ PNUAD 2005, p. 22

²² Ahmed, A. U. 2004. *Impact of Feeding Children in School: Evidence from Bangladesh* (Impact de l'alimentation scolaire: l'exemple du Bangladesh). Dhaka IFPRI.



56. L'alimentation scolaire ciblera les régions cumulant insécurité alimentaire et faibles taux de scolarisation et de fréquentation. La participation des parents et des communautés aux comités de gestion des écoles favorisera l'enracinement local des activités.
57. Le PAM et l'UNICEF préparent un projet pilote d'éducation des enfants en bas âge dans la région des Chittagong Hill Tracts, afin de toucher les enfants de 3 à 6 ans. Des centres de soutien proposeront des services de santé et d'éducation aux communautés, y compris des classes maternelles, une planification locale des besoins en eau et en assainissement, l'éducation parentale, l'organisation de journées de vaccination et la distribution d'apports en vitamine A. Le PAM fournira des biscuits enrichis aux enfants d'âge préscolaire.
58. Le Gouvernement préconise d'"utiliser l'école comme centre de diffusion des informations sur les soins de santé et la nutrition"²³. Les partenariats avec les ONG et l'UNICEF seront resserrés pour favoriser la prise en charge éducative des enfants d'âge préscolaire qui vivent dans les zones ciblées disposant des infrastructures et du personnel adéquats. Une composante de déparasitage sera incluse en collaboration avec l'OMS, conformément aux directives concernant l'alimentation scolaire.
59. Le PAM mettra progressivement fin à son aide lorsque la parité des sexes dans les écoles primaires au niveau du district dépassera 85 pour cent et que des programmes publics seront en place. Le PAM fournira une assistance technique au Gouvernement pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme national d'alimentation scolaire.

Composante 4

⇒ *Renforcer la résistance des communautés aux catastrophes*

Renforcer la résistance

60. Le Gouvernement a mis au point pour 2004–2008 une stratégie d'intervention en cas de catastrophe qui comprend un système d'alerte rapide, la mise en place d'un réseau, des interventions de secours publiques et privées et un investissement dans la préparation aux catastrophes. Le PNUAD de 2005 détermine le rôle du PAM dans ces domaines.
61. Selon l'OS 2 du PAM, l'atténuation des effets négatifs précédant les catastrophes naturelles doit toujours se placer *dans un contexte de développement*. Les secours sont d'autant plus rapides et ciblés que l'on a investi en amont dans le développement.
62. Le renforcement de la résistance des ménages et des communautés vulnérables requiert des activités spécifiques de réduction des risques. La collaboration avec le Gouvernement et les partenaires de développement permettra de réorienter la gestion des catastrophes, qui passera des interventions et des pratiques de secours classiques à une approche plus globale de la réduction des risques. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le PNUD pour renforcer l'efficacité de la préparation aux catastrophes et de la réponse des communautés.
63. Cette composante mettra l'accent sur:
- les activités VPF pour renforcer les compétences concernant la planification préalable et la survie en cas de crise, ainsi que les compétences post-catastrophe exploitables;

²³ SRP, 2005, p. 31

- les activités VCA pour renforcer les fermes surélevées, les abris en cas d'inondation et de cyclone, les enclos surélevés pour le bétail, les réseaux de drainage améliorés, la protection des sources d'eau potable, la construction et l'entretien de routes rurales;
 - le renforcement de la capacité de préparation des institutions locales, notamment le prépositionnement des articles de secours, le renforcement des capacités des membres des Unions Parishad, et la mise en place d'un mécanisme financier permettant de débloquer rapidement des fonds de donateurs supplémentaires pour les opérations d'urgence.
64. Les activités varieront en fonction des conditions locales. Le caractère saisonnier des risques sera pris en compte, de même que les dimensions sexospécifiques de la vulnérabilité.
65. Cette composante inclura un mécanisme de révision budgétaire permettant d'accélérer la mobilisation des ressources pour les interventions d'urgence et de créer un cadre de réduction des risques dans un contexte de développement.

Composante 5

⇒ *Renforcement de la capacité nationale de gestion des programmes d'aide alimentaire et de lutte contre la faim*

66. Conformément à la politique sur l'aide alimentaire et le développement et au Plan stratégique (2006–2009), le PAM collaborera avec le Gouvernement et les partenaires non gouvernementaux pour promouvoir la concertation sur la faim et l'insécurité alimentaire, recommander des stratégies de lutte contre la faim et la malnutrition, rassembler des praticiens pour influencer sur l'élaboration des programmes et des politiques, et apporter une assistance technique permettant d'améliorer les interventions d'aide alimentaire²⁴. Ces activités compléteront le renforcement des capacités déjà rendu possible par un partenariat conclu avec le Département du développement international au Royaume-Uni.
67. Ce Département a dégagé 7,7 millions de dollars pour six ans en octobre 2003. Le renforcement des programmes d'aide alimentaire doit se dérouler en deux phases, et privilégier la sensibilisation, la préparation et la réaction aux catastrophes, ainsi que la gestion des connaissances. La seconde phase (4,3 millions de dollars), sera fondée sur les réalisations de la première; elle débutera en octobre 2006 afin de coïncider avec la mise en œuvre du présent programme de pays. Les fonds mis à disposition pour la seconde phase du partenariat avec le Département du développement international seront utilisés pour stimuler la capacité nationale de gestion des programmes d'aide alimentaire et de réduction de la faim.

Renforcement des capacités techniques

68. Le PAM travaillera avec le Gouvernement et les partenaires non gouvernementaux sur les systèmes d'alerte rapide, l'évaluation des besoins d'urgence et la gestion des catastrophes pour optimiser et accélérer les secours.
69. Les interventions en matière de renforcement des capacités seront reliées aux projets du PAM et aux interventions indépendantes. L'objectif sera d'améliorer l'efficacité, la transparence et l'efficacité des partenaires qui luttent contre la faim et la pauvreté. Le PAM

²⁴ Une autre priorité du PNUAD (2005) consiste à renforcer les capacités institutionnelles et les mécanismes pour répondre aux besoins des groupes vulnérables, p. 25.



formera ses partenaires à l'analyse des problèmes à l'aide de l'ACV, au suivi et à l'évaluation, et la GAR.

Dialogue de politique générale

70. En organisant des dialogues d'ordre politique et technique sur la sécurité alimentaire, le PAM mettra en relief les problèmes de faim et de malnutrition et recensera les bonnes pratiques pour influencer sur les débats politiques. Les orientations stratégiques seront les suivantes: enrichissement des aliments; politique douanière favorisant l'importation des prémélanges de micronutriments; négociations sectorielles relatives à la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire.

Gestion des connaissances et sensibilisation

71. La gestion des connaissances sera centrée sur la recherche permettant d'éclairer les responsables des politiques, en leur transmettant les enseignements tirés des opérations passées et en interprétant la pensée des spécialistes et des chercheurs sur les questions liées à la faim et à la pauvreté.
72. Ce travail d'élaboration des politiques et des programmes comprendra:
- l'analyse de la sécurité alimentaire et la cartographie des zones urbaines;
 - l'analyse longitudinale de la sécurité alimentaire des populations pauvres et vulnérables pour concevoir et défendre des politiques et des programmes de sécurité alimentaire;
 - l'étude des moyens de subsistance des pauvres dans les zones à forte insécurité alimentaire;
 - l'efficacité et l'opportunité d'utiliser des vivres, des espèces et des combinaisons de vivres et d'espèces pour renforcer la sécurité alimentaire des populations extrêmement pauvres; et
 - l'examen de la pertinence et de la viabilité des régimes d'assurance contre les catastrophes.

LOGISTIQUE, GESTION DE PROGRAMMES, SUIVI ET EVALUATION

Organisation logistique

73. Le PAM continuera d'utiliser le système public de distribution alimentaire pour recevoir, stocker et distribuer les céréales dans le cadre du programme de pays. Il prendra en charge 50 pour cent des dépenses encourues par le Gouvernement pour le transport intérieur, l'entreposage et la manutention (TIEM) entre le port d'importation et les dépôts locaux les plus proches des points de distribution. Il s'appuiera sur le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits pour suivre les produits acheminés via le système public de distribution alimentaire et couvrira les coûts de transport et de manutention jusqu'aux points de distribution finale, en accord avec ses partenaires.
74. Pour les aliments mélangés, les biscuits, les légumineuses et la farine de blé, le PAM organisera le transport, l'entreposage et la manutention en utilisant les infrastructures des prestataires de services locaux, conformément à ses directives générales. Les coûts TIEM seront réexaminés périodiquement pour tenir compte des fluctuations de prix sur le marché en utilisant la matrice de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM).

75. Le PAM conditionnera les produits dans les entrepôts régionaux. Les capacités logistiques du Gouvernement et des ONG partenaires seront renforcées par une assistance technique, la fourniture de produits non alimentaires et une formation en matière de transport, d'achats, d'aménagement des ports et d'entreposage, de suivi de la qualité et de la sécurité des aliments, de meunerie et d'enrichissement en micronutriments. Cette formation servira de complément aux recommandations de l'étude sur les pertes réalisée par l'IFPRI en 2003 et renforcera les capacités de réduction desdites pertes dans la chaîne de distribution des aliments.

Examen préalable

76. Les activités du programme de pays se fondent sur les enseignements tirés des programmes de pays précédents et sur les recommandations formulées dans le cadre de consultations avec le Gouvernement et les partenaires. Pour les activités déjà organisées, une évaluation formelle ne sera requise que si elles sont élargies à de nouvelles zones prioritaires. Le Bureau de pays continuera de consulter les partenaires à propos des initiatives qui sont encore à l'étude.

Ressources

77. Les activités du programme de pays reposeront sur trois grandes sources de financement: les ressources ordinaires de développement du PAM, le Gouvernement et les contributions multilatérales à emploi spécifique, les fonds associés aux apports alimentaires du Gouvernement et le soutien de donateurs pour le renforcement des capacités. Le Gouvernement est invité à couvrir les frais de gestion de sa contribution alimentaire à long terme. Pendant la période du programme de pays, il sera nécessaire de trouver des donateurs de contributions jumelées avec celles du Gouvernement jusqu'à ce que ce dernier puisse assumer ces coûts. Un budget souple envisageant plusieurs modèles de dotation en ressources sera utilisé pour déterminer les taux de recouvrement des autres coûts opérationnels directs (Autres COD) et des coûts d'appui directs (CAD) dans les contributions, en se basant sur les ressources déjà affectées au programme de pays.
78. Toutes les contributions seront conformes à la politique de recouvrement intégral des coûts et seront recensées dans le système institutionnel du PAM. Les ressources mobilisées par le bureau de pays en sus des ressources ordinaires de développement seront considérées comme un complément de ressources destiné à répondre aux besoins supplémentaires du programme de pays.
79. Les besoins totaux du programme de pays s'élèvent à 309,1 millions de dollars É.-U. pour venir en aide à 7,7 millions d'individus extrêmement pauvres. Les ressources de développement ordinaires soumises à l'approbation du Conseil s'élèvent à 101,6 millions de dollars É.-U. pour couvrir les besoins de 2,4 millions de bénéficiaires (voir annexes II et III). Le PAM s'efforcera d'obtenir des contributions en espèces supplémentaires de la part de donateurs pour effectuer des achats locaux et régionaux afin de compléter l'aide fournie en produits alimentaires. Les contributions de produits alimentaires du Gouvernement au programme de pays seront d'origine locale et se composeront de farine de blé complet enrichie, de biscuits et de mélange blé-soja. Les achats locaux favoriseront le développement des marchés et permettront au PAM d'obtenir un meilleur rapport coût-efficacité.
80. Le blé sera moulu et enrichi dans 37 meuneries gérées par des ONG partenaires; le PAM couvre les coûts de fonctionnement des moulins et le coût des prémélanges fournis. Les ressources de développement ordinaires requerront l'utilisation de 11 moulins et 46 150 tonnes de blé par an. Il est nécessaire que le PAM offre un financement multilatéral

pour répondre aux besoins de blé de la composante 1, car les contributions du gouvernement se composent surtout de riz.

81. Le DGV ne sera lancé que lorsque des denrées alimentaires seront affectées à la composante pour les deux années de son cycle. Dès que cette affectation sera confirmée, les zones prioritaires identifiées seront couvertes. Les activités VPE commencent après examen de la dotation en ressources afin de garantir qu'elles auront une durée raisonnable.

Gestion

82. La Division des relations économiques du Ministère des finances assurera les communications entre le Gouvernement et le PAM pour les questions de politique générale. Les ministères sont chargés de mettre à exécution les activités relevant de leur mandat.
83. Le Ministère de la condition féminine et de l'enfance sera responsable de la composante DGV. La composante 2 — Nutrition au niveau communautaire — sera mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat avec le Ministère de la condition féminine et de l'enfance et le Ministère de la santé et de la protection de la famille. Le Ministère de l'enseignement primaire et de l'enseignement de masse sera responsable de la composante 3 (VPE). Le Ministère de l'alimentation et de la gestion des catastrophes et le Ministère des collectivités locales, du développement rural et des coopératives seront responsables de la création d'actifs et des interventions liées à la préparation aux catastrophes (composante 4). La composante 5 intéressera tous les ministères et les ONG partenaires concernés.
84. La Commission de planification supervisera l'affectation des ressources par secteur. La Division des finances sera chargée de tenir les comptes généraux et d'élaborer les rapports. Un comité mixte de pilotage du programme de pays composé des représentants des ministères concernés se réunira tous les six mois sous la présidence conjointe de la Division des relations économiques et du PAM.
85. Les secrétaires des ministères concernés assureront la présidence du Comité de suivi de programme par roulement tous les trois mois afin d'examiner les questions de mise en œuvre du programme. Des réunions interministérielles seront organisées pour les activités intéressant plusieurs ministères.
86. L'équipe du Bureau de pays chargée de la problématique hommes-femmes continuera de veiller à l'application des Engagements renforcés en faveur des femmes. Les Ministères et les ONG partenaires seront invités à recruter davantage de femmes et à s'assurer qu'elles participent aux décisions.
87. La collaboration avec les organismes des Nations Unies, déjà active, sera renforcée pendant la mise en œuvre du programme de pays. Le PAM a signé un Mémoire d'accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), afin de renforcer les capacités nationales de conception et d'application de stratégies de sécurité alimentaire. Des mémorandums d'accord seront établis avec d'autres organismes des Nations Unies pour améliorer la gestion des programmes menés conjointement ou en parallèle.
88. La collaboration avec les ONG est fort utile: dans chaque zone où des activités soutenues par le PAM seront exécutées, une ONG chef de file sera chargée de faciliter le ciblage de l'aide du PAM. La coordination étroite avec l'USAID dans le cadre des activités relevant du Titre II se poursuivra afin d'éviter les doubles emplois et de tirer le meilleur parti des complémentarités dans les districts ciblés. Des partenariats seront noués avec des organismes locaux, notamment dans la région des Chittagong Hill Tracts.

Suivi

89. Dans le cadre de la mise en place de la GAR dans le bureau de pays, la gestion sera améliorée. Un cadre logique comportant des indicateurs, des données de références et des objectifs sera mis au point pour chaque composante. Les partenaires seront formés à la collecte et l'analyse des données afin de guider les prises de décisions liées aux programmes. Les conclusions du suivi seront régulièrement communiquées aux homologues du Gouvernement et aux partenaires, afin de résoudre les problèmes de mise en œuvre.
90. Les bureaux de terrain du PAM faciliteront les activités du programme de pays et suivront à leur mise en œuvre; ils seront chargés de renforcer les partenariats avec les collectivités locales et les ONG.
91. Un examen des résultats à mi-parcours permettra d'évaluer les résultats obtenus sur la base de données quantitatives et qualitatives. Une évaluation à mi-parcours du programme de pays sera entreprise sous la conduite des services du siège du PAM.

Évaluation

92. Des études de référence et de suivi seront effectuées dans les zones prioritaires. Des évaluations au plan national seront réalisées pour orienter la conception et la mise en œuvre du programme.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET RÉPARTITION DES VIVRES				
Composante	Quantité de produits (tonnes)	Répartition par activité (%)	Nombre de bénéficiaires hommes/femmes/total	% de femmes bénéficiaires
	Ressources ordinaires de développement	Ressources ordinaires de développement		
Composante 1: développement en faveur des groupes vulnérables Plus (DGV-Plus)	184 600	70	341 000	100
Composante 2: nutrition communautaire	8 000	4	112 000*	75
Composante 3: vivres au profit de l'éducation	51 050****	16	734 000**	50
Composante 4: renforcer la résistance des communautés aux catastrophes	20 000	10	80 000***	75
Total des produits (tonnes)	263 650			
Total des participants			1 267 000	
Total des bénéficiaires			2 356 200	

* La composante 2 complétera la composante 1.

** 20 pour cent de la composante 3 présentent des chevauchements avec la composante 1 (estimation).

*** 20 pour cent de la composante 4 présentent des chevauchements avec la composante 1 (estimation).

**** Y compris 26 300 tonnes de blé à utiliser pour fabriquer des biscuits.

ANNEXE I-B

TYPE DE PRODUITS ET VOLUME DES RATIONS					
Activité du programme de pays	Types d'aliments	Volume des rations mensuelles pour chaque participant (kg)	Volume des rations individuelles (g/personne/jour)		Contenu nutritionnel (kcal, pourcentage de kcal protéiques)**
	Ressources ordinaires de développement	Ressources ordinaires de développement	Produit	Ration	
Composante 1: développement en faveur des groupes vulnérables Plus (DGV-Plus)	Atta	25	Atta	170	595 Kcal 13,14 %
			Riz	170	612 Kcal 7,70 %
Composante 2: nutrition communautaire	Mélange blé-soja	6	Mélange blé-soja	200*	740 Kcal 21,62 %
Composante 3: vivres au profit de l'éducation	Biscuits enrichis	1,5	Biscuits enrichis	75	300 Kcal 1 004 %
Composante 4: renforcer la résistance des communautés aux catastrophes	Blé	50***	Blé	340	1,122 Kcal 14,90 %
			Riz	340	1 224 Kcal 7,77 %

* Dans le cadre de l'activité de nutrition communautaire, les femmes enceintes et allaitantes, les enfants (6 à 24 mois) et les adolescentes recevront une aide.

** La valeur nutritionnelle fait uniquement référence aux rations du PAM.

*** Un ajustement sera effectué sur la base des activités VCA et VPF.

**ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU
PROGRAMME DE PAYS—BANGLADESH 10410.0 (2007–2010)**

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de résultats ¹	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
<p>But au plan national:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Réduire la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté. 2. Réduire le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. 3. Réduire la malnutrition maternelle. 4. Augmenter le taux de scolarisation net dans le primaire. 	<p>Indicateurs d'impact au plan national:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale. ➤ Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. ➤ Taux de mortalité des nouveau-nés. ➤ Pourcentage de mères souffrant de malnutrition. ➤ Taux net de scolarisation dans le primaire. 		
<p>Résultats à moyen terme du PNUAD</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les groupes les plus vulnérables ont de meilleures conditions de vie, qualifications, services et opportunités d'emploi. 2. La sécurité humaine est renforcée et la vulnérabilité face aux risques sociaux, économiques et naturels est réduite. 3. Des changements sociaux sont réalisés pour réduire les pratiques discriminatoires et obtenir l'équité et l'emploi pour les femmes et les adolescentes. 4. La survie et les droits au développement des groupes vulnérables sont renforcés dans un cadre environnemental durable. 	<p>Indicateurs de résultats à moyen terme du PNUAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de personnes extrêmement pauvres ayant accès à des formations sur la vie pratique, à des activités rémunératrices et aux services de microcrédit. ➤ Proportion de ménages extrêmement pauvres ayant accès à une aide alimentaire d'urgence. ➤ Pourcentage de ménages extrêmement pauvres ayant accès à une aide alimentaire nutritionnelle. ➤ Taux net de scolarisation dans le primaire. ➤ Pourcentage de bénéficiaires femmes extrêmement pauvres. ➤ Écart du taux d'alphabétisation. ➤ Taux de mortalité des nouveau-nés et des mères. 		



¹ Situation de départ et cibles à définir (les provisions budgétaires restent dans les CAD).

**ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU
PROGRAMME DE PAYS—BANGLADESH 10410.0 (2007–2010)**

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de résultats ¹	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
Résultats à moyen terme du programme de pays du PAM:	Indicateurs de résultats à moyen terme du programme de pays du PAM		
Activité 1: développement en faveur des groupes vulnérables Plus (DGV-Plus) 1. Amélioration de la consommation alimentaire et des moyens de subsistance des ménages extrêmement pauvres.	1.1 Variation du pourcentage des dépenses des ménages bénéficiaires consacré à l'alimentation. 1.2 Variation du pourcentage des ménages bénéficiaires faisant au moins trois repas complets par jour. 1.3 Variation du pourcentage des ménages bénéficiaires ayant une alimentation équilibrée incluant glucides, protéines, matières grasses et vitamines. 1.4 Variation en pourcentage de la valeur des actifs productifs matériels des ménages bénéficiaires. 1.5 Pourcentage de cas d'anémie d'origine nutritionnelle parmi les femmes extrêmement pauvres recevant de la farine de blé enrichie. 1.6 Taux d'utilisation des compétences acquises pour gagner un revenu parmi les femmes extrêmement pauvres formées.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les programmes complémentaires de développement se poursuivent. ➤ Stabilité politique et économique. ➤ Grandes catastrophes naturelles bien gérées. ➤ Ressources requises mises à disposition par des donateurs et par le Gouvernement. 	Activité 1: 243 651 699 dollars



**ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU
PROGRAMME DE PAYS—BANGLADESH 10410.0 (2007–2010)**

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de résultats ¹	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
<p>Activité 2: nutrition communautaire</p> <p>2. Amélioration de la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents.</p>	<p>2.1 Pourcentage d'émaciation (poids/taille) chez les enfants de moins de 2 ans.</p> <p>2.2 Pourcentage du retard de croissance (taille/âge) chez les enfants de moins de 2 ans.</p> <p>2.3 Pourcentage d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 2 ans.</p> <p>2.4 Pourcentage d'anémie d'origine nutritionnelle chez les femmes extrêmement pauvres (enceintes et allaitantes), les adolescentes et les enfants de moins de 2 ans.</p> <p>2.5 Incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les autres causes de malnutrition ne débouchent pas sur une épidémie; le cas échéant, elles sont gérables. ➤ Le partenariat avec l'UNICEF et le Gouvernement pour promouvoir des activités sanitaires de base est en place. ➤ Ressources requises mises à disposition par des donateurs et par le Gouvernement. 	<p>Activité 2: 12 354 604 dollars</p>
<p>Activité 3: Vivres au profit de l'éducation</p> <p>3. Augmentation de la scolarisation et de la fréquentation au primaire et en maternelle, réduction des abandons et renforcement de l'acquisition des connaissances dans le cycle primaire.</p>	<p>3.1 Nombres de filles et de garçons inscrits dans les écoles primaires soutenues par le PAM.</p> <p>3.2 Nombres de filles et de garçons fréquentant les écoles maternelles soutenues par le PAM.</p> <p>3.3 Taux brut de scolarisation des filles et des garçons en cinquième année en pourcentage du taux brut de scolarisation des filles en première année.</p> <p>3.4 Pourcentages de filles et de garçons fréquentant les écoles soutenues par le PAM durant l'année scolaire.</p> <p>3.5 Perception par les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants à l'école grâce à l'alimentation scolaire.</p> <p>3.6 Taux de réussite à l'examen de cinquième année (garçons et filles).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stabilité politique et économique. ➤ Le système éducatif fonctionne comme à présent. ➤ Ressources requises mises à disposition par des donateurs et par le Gouvernement. 	<p>Activité 3: 32 263 774 dollars</p>



**ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET D'ALLOCATION DES RESSOURCES DU
PROGRAMME DE PAYS—BANGLADESH 10410.0 (2007–2010)**

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de résultats ¹	Risques, hypothèses	Ressources nécessaires
<p>Activité 4: renforcer la résistance des communautés aux catastrophes</p> <p>4. Renforcement de la résistance des personnes extrêmement pauvres dans les zones fréquemment exposées aux chocs.</p>	<p>4.1 Mesures de préparation prises au plan communautaire et institutionnel.</p> <p>4.2 Variation en pourcentage des actifs matériels augmentant la résistance des ménages/communautés bénéficiaires.</p> <p>4.3 Pourcentage des actifs matériels renforçant la résistance correctement tenus créés/remis en état dans le cadre du programme</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La politique gouvernementale de soutien de la stratégie globale de réduction des risques se poursuit. ➤ Les participants au projet mettent en pratique leurs connaissances supplémentaires en matière de préparation aux catastrophes et d'atténuation des risques. 	<p>Activité 4: 19 319 812 dollars</p>
<p>Activité 5: renforcement des capacités du Gouvernement dans la gestion de programmes à base alimentaire</p> <p>5. Renforcement des capacités du Gouvernement et des partenaires pour gérer les programmes à base alimentaire.</p>	<p>5.1 Renforcement du dialogue avec le Gouvernement pour identifier les domaines potentiels d'assistance technique et de coopération.</p> <p>5.2 Renforcement de la capacité du Gouvernement à identifier les besoins alimentaires, concevoir des stratégies et mettre en œuvre des programmes à base alimentaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'engagement du Gouvernement et le contexte politique favorable à la sécurité alimentaire de maintiennent. 	

Note: Une matrice complète est disponible sur demande, en anglais uniquement.



ANNEXE III

RÉSUMÉ DU BUDGET DU PROGRAMME DE PAYS DU PAM POUR LE BANGLADESH 10410.0 (2007–2010) PAR COMPOSANTES (en dollars)					
	Ressources ordinaires de développement				
	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Composante 4	Total
Produits alimentaires (tonnes)	184 600	8 000	51 050 ³	20 000	263 650
Produits alimentaires (valeur)	27 863 524	2 820 000	19 800 000	3 018 800	53 502 324
Transport extérieur	13 215 135	572 704	2 362 402	1 431 759	17 582 000
TTEM (total)	6 440 246	281 176	1 112 445	707 553	8 541 420
TTEM (coût par tonne)	34.89	35.15	33.71	35	139
Autres COD	7 814 418	144 000	1 593 977	360 000	9 912 395
Total COD	55 333 323	3 817 880	24 868 824	5 518 112	89 538 139
CAD ¹	4 180 667	159 453	657 744	398 632	5 396 496
CAI ²	4 165 979	278 413	1 786 860	414 172	6 645 424
Coût total pour le PAM	63 679 970	4 255 746	27 313 427	6 330 917	101 580 060

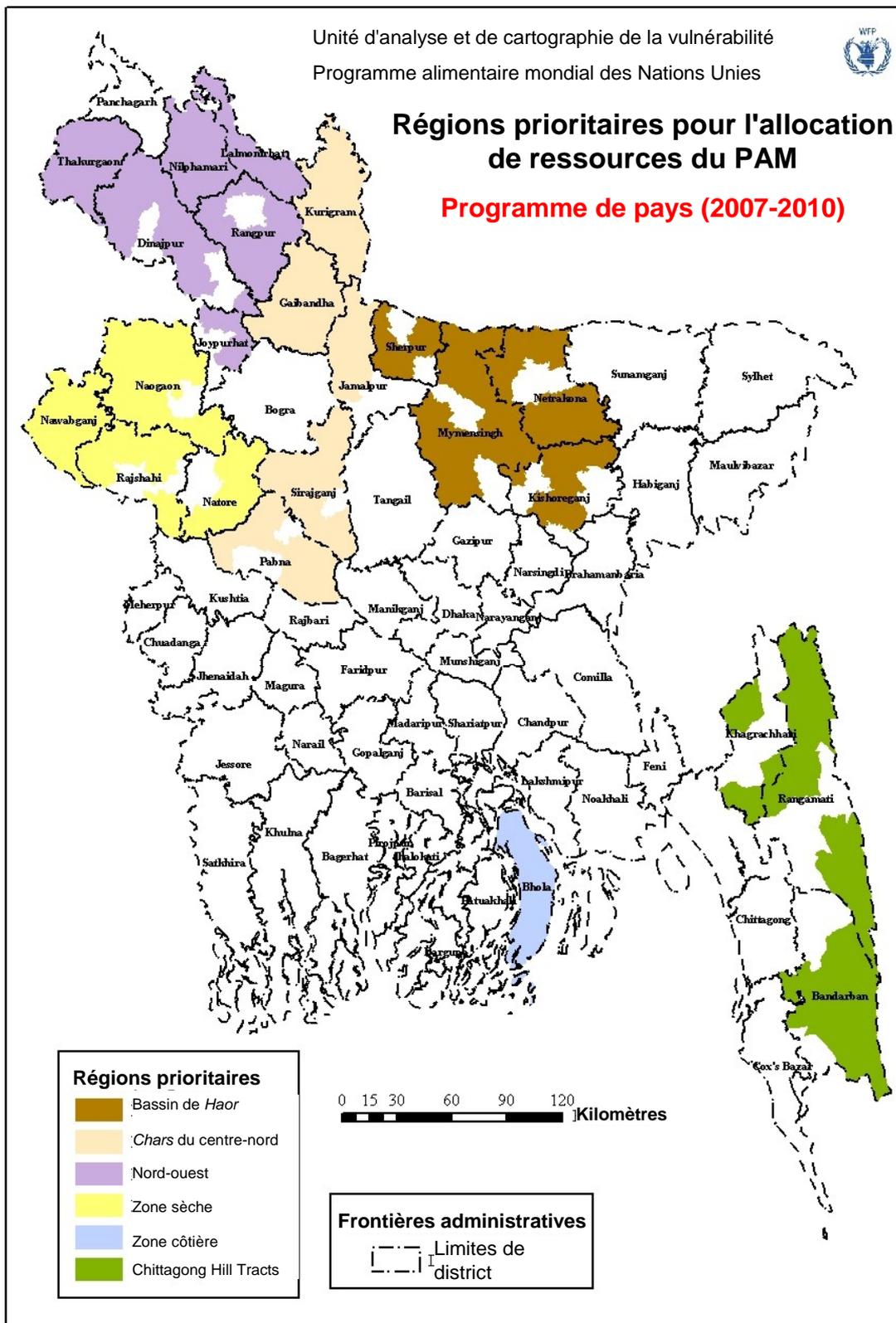
Note: 50 pour cent des préparations alimentaires à base de blé et de soja (à financement multilatéral) sont prises en charge par des contributions

¹ Le montant des CAD est un chiffre indicatif présenté pour information. L'allocation annuelle des CAD de chaque programme de pays est examinée et fixée une fois par an après évaluation préalable des besoins et des ressources disponibles.

² Le taux de recouvrement des CAI peut être modifié par le Conseil d'administration pendant la période couverte par le programme de pays.

³ Y compris 26 300 tonnes de blé à utiliser pour fabriquer des biscuits.

Programme de pays Bangladesh 10410.0 (2007–2010)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
BBS	Bureau des statistiques du Bangladesh
BCP	bilan commun de pays
BDHS	enquête démographique et sanitaire sur le Bangladesh
CAD	coûts d'appui directs
COD	coûts opérationnels directs
DGV	développement en faveur des groupes vulnérables
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GAR	gestion axée sur les résultats
HNPSP	Programme de santé, de nutrition et de services pour la population
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
OS	objectif stratégique
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SRP	stratégie de réduction de la pauvreté
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation